



REPUBLIQUE DU SENEGAL

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS  
(ARMP)

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES  
MARCHES CONCLUS PAR LE GROUPE II  
AU TITRE DE LA GESTION 2011**

**AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE DU SENEGAL  
(ANACS)**

**RAPPORT FINAL**

**JUIN 2013**

**PRESENTE PAR:  
LE GROUPEMENT GMS/ SSPM**



Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc  
Imm Moustapha, 2ème étage à gauche  
Tel : Bur : 33 867 68 00 / 33 867 68 02  
Fax: 33 867 68 01 - BP. 9048 Dakar Peytavin  
E-Mail : gmac@orange.sn



✉ 1109 Liberté 1, Dakar BP 23967 Dakar Ponty  
☎ (+221) 33 864 06 66 / (221) 77 630 72 97  
E-mail sspm@sspm.sn

## TABLE DES MATIERES

<b>I.SYNTHESE DE NOS TRAVAUX .....</b>	<b>5</b>
1.1. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS .....	5
1.2. CONSTATS D'AUDIT .....	7
1.2.1. Echantillon .....	7
1.2.2. Constats sur l'audit de la passation des marchés .....	8
1.2.3. Constats relatifs à l'exécution financière .....	9
1.2.4. Constats sur la matérialité des dépenses.....	9
1.3. RECOMMANDATIONS.....	10
1.3.1. Recommandations sur le dispositif des marchés publics.....	10
1.3.2. Recommandations sur l'audit des Marchés.....	11
<b>II. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION .....</b>	<b>11</b>
2.1. CONTEXTE DE LA MISSION .....	11
2.1. OBJECTIFS DE LA MISSION .....	12
<b>III. SELECTION DES MARCHES A AUDITER .....</b>	<b>15</b>
<b>IV. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES.....</b>	<b>15</b>
4.1. ETAPES DE LA MISSION .....	15
4.2. ACTIVITES PREALABLES AU DEMARRAGE DE LA MISSION .....	16
4.2.1. La Préparation de la mission .....	16
4.2.2. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège.....	17
4.3. REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES .....	18
4.4. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES .....	19
4.5. CONTROLE DE LA QUALITE DE LA REVUE .....	20
4.6. SYNTHESE DES CONSTATS ET APPRECIATION DES TENDANCES GENERALES.....	20
4.7. REVUE DES MARCHES LITIGIEUX ET DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE .....	21
4.8. RESTITUTION DES RAPPORTS.....	22
<b>V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE .....</b>	<b>22</b>
5.1. LE CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE .....	22
5.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES.....	24
5.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM).....	24
5.2.2. La Commission des Marchés .....	24
5.3. LES ORGANES DE CONTROLE ET DE REGULATION .....	25
5.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP) .....	25
5.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) .....	25
5.4. MODIFICATIONS APPORTEES PAR LE DECRET N°2011-1048 DU 27 JUILLET 2011 PORTANT CODE DES MARCHES PUBLICS.....	25
<b>VI. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES.....</b>	<b>26</b>
6.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES.....	26
6.1.1. Constats généraux .....	26
6.1.1.1. Plan de Passation des Marchés (PPM) .....	26
6.1.1.2. Absence d'un registre des marchés .....	27
6.1.1.3. Commission des Marchés .....	27
6.1.1.4. Convocations des membres de la Commission des Marchés aux réunions.....	27
6.1.1.5. Rapports périodiques.....	27
6.1.1.6. Formation des membres de la CM et de la CPM.....	27
6.1.2 Appels d'Offres.....	27

6.1. 3. Demandes de Renseignements et de Prix (DRP) .....	28
6.1.3.1. Absence d'un registre de transmission des offres .....	28
6.1.3.2. Les candidats non retenus ne sont pas informés .....	28
6.1.3.3. Délais d'exécution non définis .....	28
6.1.3.4. Absence de PV d'évaluation des offres .....	28
6.1.3.5. Fractionnement des achats de fournitures et matériel de bureau .....	28
6.1.3.6. Absence de lettres de saisine des fournisseurs .....	29
6.1.3.7. Absence de PV de réception et attestations de services faits .....	29
6.1.3.8. Absence de facture définitive .....	30
6.1.3.9. Délais très courts entre la date d'invitation et la date limite de dépôt des offres .....	30
6.1.3.10. Les intervalles de variation entre les offres sont très réduits .....	30
6.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE .....	34
6.2.1. Consistance des travaux d'audit du volet financier .....	34
6.2.2. Constats d'audit sur le volet exécution financière .....	34
6.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES .....	35
<b>VII. RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>36</b>
7.1. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX DRP ET APPEL D'OFFRES .....	36
7.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU RENFORCEMENT DES CAPACITES DES AGENTS DE L'ANACS EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES .....	37
7.3. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU CLASSEMENT ET A L'ARCHIVAGE .....	37
<b>VIII. ANNEXES .....</b>	<b>38</b>
<b>ANNEXE 1 : FICHE DE PROJET .....</b>	<b>39</b>
<b>ANNEXE 2 : OBSERVATIONS DE L'AUTORITE CONTRACTANTE .....</b>	<b>522</b>

## SIGLES ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANACS	AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE DU SENEGAL
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-Verbal
PVR	Procès-Verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## **I. SYNTHÈSE DE NOS TRAVAUX**

Le présent rapport est relatif à la revue de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice 2011 par l'Agence Nationale de l'Aviation Civile du Sénégal (ANACS) conformément aux exigences des termes de référence de la mission que l'Autorité de Régulation des marchés publics (ARMP) a bien voulu confier au Groupement GMS/SSPM.

Au terme de cette mission, dont l'objet est de vérifier la conformité des opérations de passation et d'exécution des marchés conclus par les autorités contractantes du Groupe 2, entités ciblées, nous avons établi un certain nombre de constats relatifs au dispositif institutionnel de chaque structure mais aussi à chaque marché ciblé selon un processus d'échantillonnage aléatoire développé dans notre méthodologie.

En ce qui concerne l'ANACS, nous vous présentons ci-après la synthèse de nos constats et les recommandations qui en découlent.

### ***1.1. Constats relatifs au dispositif des marchés publics***

Les principaux constats relatifs au dispositif des marchés publics de l'ANACS se présentent comme suit :

#### **➤ Commission des Marchés**

Les membres de la commission des marchés et leurs suppléants ont été nommés par Décision n°00070/ANACS/DG/DAF du 17 janvier 2011, donc légèrement au-delà des délais requis.

Pour rappel, les copies des actes de nomination des membres de la Commission des Marchés et leurs suppléants doivent être communiquées à l'ARMP et la DCMP au plus tard le 05 janvier de chaque année conformément à l'article 6 de l'Arrêté n°011588 du 28 décembre 2007. Il faut cependant noter que le président de la Commission des Marchés n'a pas de suppléant. En ce qui concerne la Commission des Marchés, sa composition révèle une anomalie puisque la DAF qui en devrait être membre, assure la coordination de la Cellule de passation des marchés, ce qui n'est pas conforme à l'article 2-d de l'Arrêté n°011588 du 28 décembre 2007.

#### **➤ Cellule de passation des Marchés et la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics**

Les membres de la Cellule de passation des marchés ont été nommés par la Décision n°00071/ANACS/DG/DA du 17 janvier 2011 et la transmission des copies des actes de nomination des membres de la Cellule de Passation des Marchés à l'ARMP et la DCMP ne s'est pas faite dans les délais requis.

Les attestations de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d’Ethique en matière de marchés publics ont été signées par tous les membres de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés conformément au Décret n°2005-576 du 22 juin 2005 portant approbation de la Charte de Transparence et d’Ethique en matière de marchés publics et à l’Arrêté 11587 du 28 décembre 2007, pris en application de l’article 45- 5 du Code des Marchés publics fixant le modèle d’engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d’Ethique en matière de marchés publics. Il faut toutefois constater que leur transmission à la DCMP et à l’ARMP ne s’est pas faite dans les délais requis.

➤ **Rapport annuel**

La Cellule de Passation des Marchés n’a pas élaboré un rapport annuel conformément à l’article 143 du Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics.

➤ **Plan de passation des marchés (PPM)**

L’ANACS n’a inscrit aucune DRP de la période dans le plan de passation des marchés conformément à l’article 6 du Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics. Le budget n’a été validé que le 25 mai 2011 et cette situation n’a pas permis une bonne évaluation des marchés que l’ANACS a envisagé de passer au cours de la période.

➤ **Registre des marchés**

L’ANACS ne dispose pas d’un registre des marchés coté et paraphé au titre de l’exercice 2011.

➤ **Convocations des membres de la Commission des Marchés**

Les convocations des membres de la Commission des Marchés aux réunions conformément à l’article 39 du Décret n°2011-1048 portant Code des Marchés Publics n’ont pas été mises à notre disposition et les procès-verbaux consignants les résultats de leurs travaux ne sont pas systématiquement établis pour justifier la tenue des séances d’ouverture. Seuls des tableaux comparatifs signés par les membres de la commission sont mis à notre disposition.

➤ **dispositif de contrôle interne**

Aucun document ou rapport de l’organe de contrôle interne (audit interne) n’a été mis à notre disposition pour permettre de nous assurer qu’il a veillé de façon permanente au respect rigoureux des dispositions légales et réglementaires

applicables aux marchés publics conformément à l'article 142 du Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

## 1.2. Constats d'audit

### 1.2.1. Echantillon

Dans le cadre de notre mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité des structures mises en place et des hommes qui les animent à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le Code des Marchés publics.

A ce propos, nous avons constaté que l'ANACS a passé des marchés par appel d'offres, DRP et commandes directes pour un montant total de deux cent soixante-onze millions huit cent cinquante-cinq mille sept cent quatre-vingt-dix-neuf Francs CFA (271 855 799 F CFA) financés sur fonds propres. Ils se présentent comme suit :

Désignation	Montant	Attributaires
Acquisition de véhicules DG et PCA	68 191 760	CFAO
<b>Total Appel d'Offres (AOO)</b>	<b>68 191 760</b>	
Achat Mobilier de bureau au profit du Président du Conseil et de l'Agent Comptable	4 867 500	Niambour Equipements
Achats de cartouches imprimantes	1 063 928	Burotic Diffusion
fourniture de bureau	1 893 900	Office informatique
Désherbage, nettoyage et désinfection	2 850 000	Simex nettoyage
Fourniture et installation de split et frigo bar	1 398 300	Cassis Froid
Aménagement stand personnalisé au salon du tourisme	3 538 792	Havas Media Sénégal
Consommable informatique & fourniture de bureau	8 726 100	Office Informatique
Location Bus	1 593 000	MBOUP VOYAGES
Personnel d'appoint (Hôtesse) Foire de Dakar	3 000 000	AGENCE FIRST
<b>Total DRP</b>	<b>28 931 520</b>	
<b>Commandes directes</b>	<b>174 732 519</b>	
<b>Total</b>	<b>271 855 799</b>	

Les commandes directes présentent un solde de cent soixante-quatorze millions sept cent trente-deux mille cinq cent dix-neuf Francs CFA (174 732 519 F CFA), constitué essentiellement des achats de carburants pour un montant de cent neuf millions huit cent vingt mille sept cent Francs CFA (109 820 700 F CFA) et des insertions dans les

journaux pour un montant de trente-sept millions deux cent douze mille neuf cent quatre-vingt-deux Francs CFA (37 212 982 F CFA non compris dans le champs du CMP. En revanche, les autres commandes directes d'un montant de vingt-sept millions six cent quatre-vingt-dix-huit huit cent trente-sept francs (27 698 837 F CFA) ont été effectués en violation du CMP

**Rappel des seuils applicables à l'ANACS en vertu de l'Arrêté n°11 580 du 28 décembre 2007 et de l'article 53.2 du CMP 2011-1048**

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
<b>Fournitures</b>	30 000 000	150 000 000	40 000 000	400 000 000
<b>Travaux</b>	50 000 000	250 000 000	100 000 000	800 000 000
<b>Prestations Intellectuelles</b>	30 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000
<b>Services</b>	30 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000

### Périmètre couvert

L'ANACS a passé au titre de l'exercice 2011, un (01) marché par appel d'offres et neuf (09) marchés par DRP. Nous avons examiné la totalité desdits marchés.

Modes de passation de marchés	Marchés passés sur 2011		Marchés sélectionnés et examinés	
	nombre	montant	nombre	montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	1	68 191 760	1	68 191 760
Appel d'offres restreint (AOR)				
Demande de proposition (DP)				
Demande de Renseignement de proposition (DRP)	9	28 931 520	9	28 931 520
Entente directe				
<b>Total</b>	<b>10</b>	<b>97 123 280</b>	<b>10</b>	<b>97 123 280</b>
<b>Taux de couverture</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>

### 1.2.2. Constats sur l'audit de la passation des marchés

#### Appel d'Offres (AO)

- Décalage excessivement long (1 an 3 mois) entre l'ouverture des offres (26/09/2011) et la signature du contrat (20/12/2012) pour le marché



relatif à l'acquisition de deux (02) véhicules. D'après les informations recueillies, cette situation est due au retard de la validation du budget (le 25 mai 2011), accentuée par la fusion entre les deux (02) ex agences ANACS-ANAMS et le changement de Direction.

### **Demandes de renseignements et de Prix (DRP)**

- De manière générale, les DRP ne sont pas inscrites dans le PPM en violation des dispositions pertinentes du CMP;
- sept (07) dossiers DRP constituant un montant total de 15 281 570 Francs CFA n'ont pas fait l'objet d'un PV d'évaluations des offres. Des tableaux comparatifs des offres signés par les membres de la commission sont mis à notre disposition. Cette situation ne nous a pas permis d'apprécier les spécifications et les critères techniques qui ont conduit à l'adjudication de ces marchés en dehors du critère prix;
- Les candidats non retenus ne sont pas systématiquement informés conformément à la circulaire n°004 du Premier Ministre portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure des DRP ;
- les délais d'exécution ne sont pas définis conformément à l'article 13.6 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics pour les marchés relatifs au recrutement de Personnels d'appoint FIDAK 2011 et à la location de bus. Aucune pénalité de retard n'est également appliquée conformément aux articles 133 et 134 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics; Le marché relatif à la fourniture et installation de matériels de bureau ne comporte pas de lettres de saisine des cinq (05) candidats, conformément à l'article 78 du Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics.

### **1.2.3. Constats relatifs à l'exécution financière**

Nos travaux sur l'exécution financière n'appellent pas d'observations particulières.

### **1.2.4. Constats sur la matérialité des dépenses**

Afin de vérifier la matérialité des dépenses, nous avons procédé à un audit physique des marchés. Nos travaux sur l'exécution physique ont fait ressortir l'absence de procès-verbaux de réception et d'attestations de services faits relatifs aux marchés suivants :

- désinfection, désherbage et nettoyage des locaux ;
- fourniture diverses cartouches imprimantes ;
- location de bus
- mise en place et aménagement d'un stand personnalisé pour le salon du tourisme.

Cependant, les documents attestant la certification du service relatif à la « mise en place de personnels d'appoint FIDAK 2011 » ne sont pas conformes avec les termes du bon de commande et de la facture.

Par ailleurs, nous avons noté l'absence d'un service comptabilité matière au sein de l'ANACS. C'est l'assistant du chef de service achats qui tient la comptabilité matière.

### *1.3. Recommandations*

Les recommandations sont présentées dans le chapitre 6 du présent rapport. Elles portent notamment sur les points suivants:

#### **1.3.1. Recommandations sur le dispositif des marchés publics**

Nous recommandons à l'ANACS :

- d'inscrire toutes les DRP dans le PPM conformément à l'article 6 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics;
- de tenir un registre des marchés coté et paraphé ;
- de communiquer les copies des actes de nomination des membres de la commission des marchés et leurs suppléants , de la cellule de passation et les attestations de transparence et d'éthique en matière de marchés publics à l'Autorité de Régulation des Marchés publics et à la Direction centrale des Marchés publics au plus tard le 05 janvier de chaque année, conformément à l'article 6 de l'Arrêté n°011588 du 28/12/07 pris en application de l'article 36 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics ;
- de désigner un suppléant au président de la commission des marchés conformément à l'article 36-4 du Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics ;
- d'envoyer les convocations aux membres de la Commission des Marchés au moins cinq jours avant la date prévue pour les réunions et dresser systématiquement les procès-verbaux consignant les résultats de leurs travaux conformément à l'article 39 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics ;
- de systématiser l'élaboration du rapport annuel de la CPM (Cellule de Passation des Marchés) conformément à l'article 143 du Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics ;
- de centraliser tous les documents relatifs à l'exécution et à la passation des marchés au niveau de la Cellule de Passation des Marchés.

### **1.3.2. Recommandations sur l'audit des Marchés**

#### **Appel d'Offres (AO)**

Nous recommandons à l'ANACS de :

- respecter les délais entre l'ouverture des offres et l'approbation du PV d'attribution provisoire, conformément aux articles 83 et 84 du Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics ;

#### **Demandes de Renseignements et de Prix (DRP)**

Nous recommandons à l'ANACS de :

- se conformer à l'article 78 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics, relatif aux DRP ;
- verser les PV de réception et les attestations de services faits dans les dossiers des marchés publics ;
- verser les lettres d'invitation des candidats dans les dossiers de marchés ;
- mentionner les délais d'exécution des marchés conformément à l'article 13.6 du Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des Marchés publics et appliquer le cas échéant les pénalités de retard conformément aux articles 133 et 134 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics ;
- informer les candidats non retenus conformément à l'article 67-4 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics ;
- mettre en place un système de classement et d'archivage des pièces relatives aux marchés conformément aux instructions du manuel adopté par l'ARMP.

## **II. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### ***2.1. Contexte de la mission***

L'article 2 du Décret n°2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics dispose en son alinéa 8 « l'ARMP est chargée de faire réaliser des audits techniques et/ou financiers en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de

passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions. Dans ce cadre, l'ARMP commande, à la fin de chaque exercice budgétaire, un audit indépendant sur un échantillon aléatoire de marchés et conventions, transmet aux autorités compétentes les cas de violations constatées de dispositions réglementaires et établit des rapports périodiques sur l'exécution des marchés et conventions sur la base des enquêtes et audits réalisés dont elle assure la publication et qu'elle transmet également aux autorités ».

C'est en application des dispositions précitées que l'ARMP entreprend cette année, comme elle l'a fait pour les années précédentes, une campagne de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de l'exercice 2011.

### ***2.1. Objectifs de la mission***

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés publics. La mission vise les objectifs spécifiques suivants :

- se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés publics ;
- fournir autant que faire se peut, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- identifier les cas de non-conformité des procédures par rapport aux dispositions du Code des Marchés publics, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disants, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, des éléments constitutifs des cahiers des charges, des seuils fixés pour les avenants, des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, il s'agira de porter un jugement sur l'acceptabilité de telles situations au regard des dispositions du CMP ;
- procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement

soumises au Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP, le consultant examinera en outre le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions auxquelles elles ont donné lieu, de même que la pertinence desdites décisions ;

- pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette structure ;
- dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport aux niveaux d'exécution ;
- examiner les conditions d'attribution des marchés par entente directe en évaluant leur fréquence et leur conformité eu égard aux exigences réglementaires ; la compétitivité et le caractère raisonnable ou non des prix proposés dans les marchés par entente directe seront passés en revue ;
- examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, formuler, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions des marchés (CM), des cellules de passation des marchés (CPM) et des différents organes de contrôle interne ;
- examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;
- évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- formuler des recommandations pour le futur.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant devront porter sur :

- le contrôle de la qualité des contrats attribués en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart sera relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante sera examinée ;
- le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en

cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;

- l'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- l'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

Au plan du contrôle de la matérialité de l'exécution des marchés, des inspections physiques in situ devront être effectuées sur 25% des marchés en cours ou déjà exécutés par l'AC pour l'exercice concerné par la revue (en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique) auxquels s'ajouteront les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe. Le contrôle physique portera pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants. Il s'agira de :

- vérifier la matérialité des dépenses effectuées ;
- faire un diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- s'assurer de la cohérence entre les biens livrés inspectés et les documents contractuels (le contrat et les pièces justificatives ayant servi au paiement) et donner un avis sur la conformité et la qualité ;
- s'assurer de la justification technique et financière des avenants et ordres de services signés ;
- vérifier l'existence d'une comptabilisation des biens au niveau de l'autorité contractante.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises pourraient porter sur :

- la conformité physique des travaux avec les PV de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages...

### III. SELECTION DES MARCHES A AUDITER

Sur la base de la liste des marchés fournie par les Autorités contractantes du Groupe II dont la constitution est établie en annexe 1, après vérification de l'exhaustivité de chaque liste, nous allons procéder à l'échantillonnage des marchés conformément aux modalités arrêtées dans les TDR ; la liste des marchés à auditer devra inclure :

- au moins 15% des marchés dont les montants ont atteint les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe) ;
- au moins 25% des marchés dont les montants sont compris entre les seuils de contrôle de la DCMP et les seuils de passation de marchés (en excluant les marchés par entente directe) ;
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix ;
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont le nombre est inférieur à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Nous nous assurerons que les échantillons sont représentatifs des différents modes de passation des marchés, mais aussi des différentes catégories de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

La sélection sera effectuée sur la base d'un progiciel de tri aléatoire sans remise.

### IV. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES

#### *4.1. Etapes de la mission*

La mission de revue se décline à travers les différentes étapes ci-après :

1. collecte de l'information au niveau de l'autorité contractante suite à une prise de contact ;
2. revue de l'organisation institutionnelle de chaque autorité contractante ;
3. échantillonnage des marchés à auditer ;
4. comparaison des données collectées auprès des structures avec celles des documents comptables (comptabilité administrative des administrateurs de crédits, SIGFIP, et autres documents selon la personnalité juridique de l'entité) et ajustement de nos sélections s'il existe des marchés non reportés sur la liste et exécutés par le processus requis ;
5. revue approfondie des marchés et contrôle qualité ;
6. élaboration préalable d'une note d'orientation ;



7. élaboration des rapports provisoires individuels et d'un rapport de synthèse ;
8. exploitation des réponses et observations venant des autorités contractantes ;
9. élaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse.

#### *4.2. Activités préalables au démarrage de la mission*

Afin de garantir l'efficacité de la mission et la fiabilité des résultats, les tâches préparatoires suivantes ont été mises en œuvre.

##### **4.2.1. La Préparation de la mission**

Dans la perspective de garantir le démarrage de la mission dans des conditions optimales, l'ARMP a envoyé aux autorités contractantes et à la Direction générale des Finances, les correspondances suivantes :

- Une lettre d'information (n°001928 ARMP/DG/DAF du 06 décembre 2012) adressée aux Autorités contractantes pour les sensibiliser sur les objectifs et spécificités de la mission et les inviter à prendre les dispositions utiles pour rendre accessibles aux auditeurs tous les documents relatifs aux marchés visés (publicité préalable, dossiers de consultation, lettres de saisine, couverture budgétaire, offres des soumissionnaires, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, publication des attributions, contrats signés avec les titulaires des marchés, bordereaux de livraisons, justificatifs des paiements, cautions et enregistrements, attestation de bonne exécution...). Par ce courrier, il était également requis des AC la mise à disposition en un lieu unique, en l'occurrence la CPM, de toutes les informations requises, ainsi que la disponibilité au cours de la période de revue, des interlocuteurs intervenant dans les marchés.
- Une lettre (n°001929 ARMP/DG/DAF du 07 décembre 2012) adressée à la Direction générale des Finances pour une mise à disposition des données du SIGFIP, notamment les engagements marchés et les engagements hors marchés, afin de faciliter les recoupements afférents à l'exhaustivité des commandes effectuées par les entités de l'Etat. Ces informations du SIGFIP ont été reçues par le cabinet mais sous un format trop agrégé pour permettre des contrôles d'exhaustivité ; à ce propos des requêtes complémentaires seront initiées aux fins de la mise à disposition de données additionnelles ;
- Un courrier d'introduction auprès des autorités contractantes (n°000028 ARMP/DG/DAF du 07 janvier 2013) pour confirmer le démarrage de la mission.

De son côté, le Cabinet a pris l'initiative, suite à la réunion d'information organisée par l'ARMP, de prendre contact avec toutes les structures à auditer, à qui une liste des documents à préparer a été soumise. Les documents suivants ont été requis, en fonction du statut de chaque autorité contractante:



- la liste complète de tous les marchés initiés en 2011 par mode de passation et par type de marchés ;
- l'avis général de passation des marchés au titre de l'exercice 2011 ;
- le budget de la gestion 2011 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2011 ;
- le plan de passation des marchés 2011 ;
- l'organigramme de la structure ;
- le manuel de procédures, le cas échéant ;
- les états financiers selon le type d'AC ;
- les extraits détaillés du compte de gestion, le cas échéant ;
- les balances (générale et auxiliaire fournisseur et immobilisation) selon le type d'AC ;
- les textes désignant les membres des commissions et de la CPM ainsi que ceux portant organisation de l'AC ;
- les rapports d'audit, le cas échéant.

#### **4.2.2. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège**

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège sera composée d'un noyau centré autour du Cabinet et composé d'experts dotés d'une expérience significative en passation de marchés. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin.

Le support des équipes d'experts se concentrera sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, et de nature à garantir la réussite la mission.

L'équipe d'appui du siège sera placée sous la responsabilité d'un spécialiste avéré en passation de marché et rompu aux missions d'audits techniques et de revue de procédures de passation de marchés.

Elle comprendra également un expert financier, un expert informaticien, un expert qualité ainsi qu'une assistante de direction. Cette équipe aura pour tâche essentielle d'aider le chef de mission dans sa fonction de pilotage et de coordination des activités, notamment dans le traitement des données collectées sur le terrain et dans la constitution des échantillons de marchés à cibler dans les différentes phases de la mission.

Il reste entendu que les membres de l'équipe d'appui peuvent être appelés à descendre sur le terrain pour prêter mains fortes aux experts et les aider à résoudre des problèmes ponctuels ou à faire face à une charge de travail exceptionnellement importante.

Le coordonnateur de l'équipe d'appui du siège aura un rôle central dans la revue qualité des rapports conformément aux procédures en vigueur.

#### *4.3. Revue des procédures de passation des marchés*

Dans le cadre de la planification de la mission, nous avons pris connaissance de l'ensemble des actes législatifs, réglementaires et normatifs qui régissent l'organisation des marchés publics au Sénégal. Nous avons pris en compte les spécificités de la mission à réaliser et avons établi, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre.

En début de mission, nous avons pris contact avec les AC et un courrier leur a été envoyé avec comme requête de nous communiquer les informations pertinentes pour la mission.

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon sera composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière d'audit. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux). Cependant ce réajustement n'a pas été possible pour certaines structures qui, compte tenu de leurs spécificités, ne passent qu'une catégorie bien déterminée de marchés (prestations intellectuelles ou fournitures par exemple).

Au niveau de chaque autorité contractante, nous allons nous assurer de la conformité des organes en charge des marchés et de leur processus de mise en place et évaluer ensuite leur efficacité.

De plus, nous allons mener des tests sur chaque échantillon de contrats sélectionnés. Ces tests nous permettent de nous assurer de la traçabilité des contrats, de l'expression du besoin jusqu'au paiement. Ils nous permettront d'identifier les procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec le CMP et de statuer sur leur efficacité et leur transparence.

Les tests qui sont mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés comprennent outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- procédure de budgétisation/couverture budgétaire ;
- publicité préalable ;
- adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- rapports d'évaluation des offres ;
- traitement des plaintes ;
- respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;

- conformité à certaines dispositions particulières du CMP telles que l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement des candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché ou DRP, une fiche (check-list) a été méticuleusement renseignée. L'ensemble des fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou de plusieurs types de marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

#### *4.4. Audit de l'exécution physique des marchés*

Conformément aux termes de référence (TDR), nous allons procéder à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Cet échantillonnage exclut logiquement les marchés de nettoyage de locaux, de désherbage, de reprofilage léger de routes, etc, objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications seront faites sur la base des procès-verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrains.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, sur la base d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit technique est articulé sur les points suivants :

- conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- revue de la conduite générale des projets ;
- vérification de la conformité des dépenses effectuées.

Il débouche sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

#### *4.5. Contrôle de la qualité de la revue*

Le contrôle de qualité qui relève d'une exigence interne du Cabinet a pour objet de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales et des exigences des termes de référence de la mission.

De plus, au cours de l'audit des procédures de passation des marchés, comme lors des vérifications relatives à l'exécution physique, l'expérience pratique de nos experts sera mise à profit pour détecter tous les indices de fraudes et de corruption qui peuvent donner lieu, en fonction de leur gravité, soit à un examen approfondi dans le cadre de la présente mission, soit à une proposition d'ouverture d'enquête au niveau de l'ARMP.

#### *4.6. Synthèse des constats et appréciation des tendances générales*

Pour chaque structure auditée, les constats sont systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous allons proposer des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés avec une claire définition des modalités de mise en œuvre. Suite à cette revue, nous allons établir des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP...).

Cet exercice sera facilité par le recours à un outil informatique que nous avons conçu pour les besoins de la mission.

En effet, la bonne exécution de la mission requiert la mise en place d'un support informatique qui sera utile tant pour les aspects liés à la passation des marchés que pour la partie technique. En effet, les annexes 2 à 8 de la demande de propositions permettent en l'état une analyse qualitative qui ne serait pertinente que si elle est précédée d'un recueil de données quantitatives. Pour ce faire, les annexes 2 à 8 sont transformées en questionnaires joints en annexe 3 du présent rapport. Les données ainsi recueillies permettent d'établir des statistiques sur les marchés (Cf. points 11-d des TDR) mais de manière générale sur tous les aspects liés à la passation des marchés et à leur exécution.

Les auditeurs disposent d'un « masque de saisie » qui leur permet d'enregistrer toutes les données relatives à la passation et à l'exécution des marchés. ;

Dans un deuxième temps, toutes les données sont centralisées dans un fichier unique sur lequel sont effectués les traitements (compilations statistiques, contrôle, calculs de délais, vérification de la cohérence des données, etc.).

Cet outil informatique présente des avantages significatifs pour la conduite des travaux d'audit des marchés, parmi lesquels on peut noter :

- ❑ la structuration préalable des champs (i.e. les « zones de saisie ») prévus pour la captation des données traitées et leur cohérence permet d'éviter des traitements inutiles et/ou des interprétations différenciées selon la perception de chaque auditeur
- ❑ l'exhaustivité des données à saisir, du fait qu'elles sont pré identifiées, facilite leur collecte puis leur saisie par les auditeurs ;
- ❑ enfin, le logiciel utilisé facilite l'élaboration des constats, à travers la production de tableaux de synthèse qui mettent en évidence les résultats sous forme thématique et transversale ; sous cet angle, il présente les atouts suivants :
  - une aide à la décision/expression de l'opinion ;
  - une standardisation de la présentation des résultats ;
  - une production automatisée de statistiques.

Cependant, la procédure informatique présente une limite pour les autorités contractantes qui ne passent pas un nombre important de marchés. Elle n'en demeure pas moins incontournable pour des conclusions rigoureuses et pertinentes.

#### ***4.7. Revue des marchés litigieux et des marchés par entente directe***

Un Spécialiste en passation de marchés en régulation passe en revue les dossiers relatifs aux litiges concernant des marchés passés par les AC du groupe II au cours de la période sous revue.

Après une analyse statistique des décisions (fréquence des AC impliquées, typologie des marchés litigieux, pourcentage des requérants déboutés, etc.), nous procéderons, conformément aux exigences des TDR, à la revue des conditions de traitement des litiges en termes de délais et de respect des procédures mais également à une analyse de la pertinence des décisions.

#### *4.8. Restitution des rapports*

A la fin de l'audit, nous tenons une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit. Chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- rapport provisoire ;  
rapport final.
- 

### **V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE**

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire

#### *5.1. Le cadre institutionnel et réglementaire*

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive n°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Directive n°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Loi organique n°2007-29 du 10 Décembre 2007 modifiant la loi organique 2001-09 du 15 Octobre 2001 relative aux lois de Finances ;
- Loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi n° 2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- Loi n°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi n°96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi n°99-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;

- Décret n°2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret n°81-844 du 20 Aout 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- Décret n°2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret 2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- Décret n°2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret n° 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Arrêté n°11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté 11583/MEF/du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté n°11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté n°11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté n°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté n°11587 /MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté n° 11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;



- Décision n°0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

## *5.2. Les organes chargés de la passation des marchés*

La passation des marchés publics relève d'un processus d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi, le décret 2007-545 du 25 Avril 2007 a-t-il prévu au niveau de chaque AC, la mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés et d'une Commission des Marchés, structures encadrées respectivement par les articles 35 et 36 du Code des Marchés Publics.

### **5.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM)**

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés. Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté n°11586/MEF du 28 Décembre 2007. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

### **5.2.2. La Commission des Marchés**

L'Arrêté n°11588/MEF/du 28 Décembre 2007 détermine la composition des commissions des marchés, et fixe le nombre de leurs membres. La commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B.



### *5.3. Les organes de contrôle et de régulation*

Le Décret n°2007-545 /MEF du 25 Avril 2007 portant Code des Marchés publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation et les répartit entre deux entités qui constituent les piliers du système.

#### **5.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)**

Le contrôle à priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007.

#### **5.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)**

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

### *5.4. Modifications apportées par le Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics*

Le processus de réforme des textes relatifs à la commande publique répond aux soucis d'équité, de transparence, d'économie et d'efficacité dans la gestion des deniers publics. Ainsi, tous les acteurs de la commande publique sont chacun à son niveau, concernés par les réformes dans le secteur des Marchés publics. Il est important de souligner que ces réformes interviennent suite à un diagnostic approfondi des procédures de passation des marchés par le moyen d'une revue analytique du système effectué depuis 2003.

Ces réformes entrées en vigueur en janvier 2008, se sont traduites par la signature du Décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant code des Marchés publics abrogeant celui de 2002.

Confronté à la réalité du terrain, ledit décret a subi plusieurs modifications en vue de son adaptation au contexte de sa mise en œuvre. En définitive, du fait des

insuffisances révélées dans la pratique, il a été abrogé et remplacé par le Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des Marchés publics qui reprend pratiquement le 2007-545 du 25 avril 2007 avec certaines modifications qui portent principalement sur :

- Le champ d'application
- Les dérogations
- Les exclusions
- Les opérations préalables
- Les modes de passation et/ou les contrôles
- Les procédures avec consultation restreinte
- Les DRP
- La procédure d'entente directe
- La Possibilité d'une contractualisation pluriannuelle qui est désormais élargie à tous les marchés d'entretien.

Les modifications ont en outre porté sur le processus d'immatriculation des marchés clairement dévolu à la DCMP, ainsi que sur l'interdiction de cumul des fonctions d'autorité signataire et de celles d'autorité approbatrice.

Le CMP a enfin défini de manière exhaustive les conditions de participation aux appels d'offres des entreprises publiques et posé pour les soumissionnaires l'obligation de s'acquitter de la redevance de régulation des marchés publics.

## **VI. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES**

### ***6.1. Audit de la passation des marchés***

#### **6.1.1. Constats généraux**

##### **6.1.1.1. Plan de Passation des Marchés (PPM)**

L'ANACS n'a inscrit aucune DRP de la période dans le PPM violant ainsi les dispositions de l'article 6 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics.

**6.1.1.2. Absence d'un registre des marchés**

L'ANACS ne dispose pas d'un registre des marchés coté et paraphé.

**6.1.1.3. Commission des Marchés**

Les copies des actes de nomination des membres de la commission des marchés et leurs suppléants ont été communiquées à l'Autorité de Régulation des marchés publics et à la Direction centrale des Marchés publics après le 05 janvier 2011 en violation de l'article 6 de l'arrêté n°011588 du 28/12/07 pris en application de l'article 36-4 du Code des Marchés publics. Un suppléant au président de la Commission des Marchés n'a pas été désigné comme l'exige l'article 36-4 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

**6.1.1.4. Convocations des membres de la Commission des Marchés aux réunions**

Les membres de la Commission des marchés n'ont pas été convoqués par écrit au moins cinq jours avant la date prévue pour les réunions et leurs travaux n'ont pas fait systématiquement l'objet de procès-verbaux conformément à l'article 39 du Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics.

**6.1.1.5. Rapports périodiques**

La Cellule de Passation des Marchés n'a pas élaboré un rapport annuel conformément à l'article 143 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics.

**6.1.1.6. Formation des membres de la CM et de la CPM**

L'ANACS doit se rapprocher de l'ARMP pour assurer une formation aux membres de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés dont le manque de capacités techniques est mis en évidence par les nombreux cas de non-conformité décelés au cours de la revue.

**6.1.2 Appels d'Offres**

Un décalage excessivement long (1an 3 mois) a été noté entre l'ouverture des offres (26/09/2011) et la signature du contrat (20/12/2012) pour l'appel d'offres relatif à « l'acquisition de deux (02) véhicules ». D'après les informations recueillies, cette situation est liée au retard de la validation du budget, accentuée par la fusion entre les deux (02) ex-agences ANACS-ANAMS et un changement de Direction.

### 6.1. 3. Demandes de Renseignements et de Prix (DRP)

#### 6.1.3.1. Absence d'un registre de transmission des offres

Au titre de l'exercice 2011, l'ANACS n'a pas tenu un registre de transmission pour assurer la traçabilité des opérations de dépôt des offres et de la transmission des pièces aux différents intervenants. Des feuilles d'émargement des soumissionnaires ne sont pas toujours signées.

#### 6.1.3.2. Les candidats non retenus ne sont pas informés

Les candidats non retenus ne sont pas informés conformément à la circulaire n°004 du Premier Ministre portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure des DRP.

#### 6.1.3.3. Délais d'exécution non définis

Les délais d'exécution ne sont pas définis pour les marchés suivants : Personnels d'appoint FIDAK 2011 et location de bus, conformément à l'article 13.6 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics.

#### 6.1.3.4. Absence de PV d'évaluation des offres

L'évaluation des offres n'a pas fait systématiquement l'objet d'un PV, des tableaux comparatifs sont mis à notre disposition pour les marchés suivants :

- fourniture de diverses cartouches pour imprimantes ;
- Personnels d'appoint FIDAK 2011 ;
- location de bus ;
- fourniture et installation de matériels de bureau ;
- fourniture, pose et installation de split et réfrigérateurs ;
- mise en place et aménagement d'un stand personnalisé pour le salon du tourisme ;
- fourniture de diverses cartouches d'imprimantes bis.

#### 6.1.3.5. Fractionnement des achats de fournitures et matériel de bureau

Les acquisitions de fournitures et matériel de bureau ont été fractionnées en DRP et commandes directes alors qu'elles auraient dû faire l'objet d'une seule DRP. Les achats fractionnés se présentent comme suit en francs CFA :

MOBILIER DE BUREAU PRESIDENT CONSEIL	4 867 500
FOURNITURE DE SPLITS POUR PCAC ET BUREAU ENQUETES	1 398 300
FOURNITURE MATERIEL BUREAU	2 793 650

ORDINATEURS ET IMPRIMANTES	1 583 560
CARTOUCHES D'IMPRIMANTES	1 063 928
FOURNITURE CONSOMMABLE INFORMATIQUE	1 893 900
FOURNITURE CONSOMMABLE INFORMATIQUE	5 932 450
<b>TOTAL DRP</b>	<b>19 533 288</b>
FOURNITURE MATERIELS BUREAU POUR LE CONSEIL ADMINISTRATION	230 336
RAME DE PAPIER ET AUTRES FOURNITURES DE BUREAU	501 795
RAME DE PAPIER ET AUTRES FOURNITURES DE BUREAU	362 505
CACHETS TRODAT DIFFRENTS SERVICES	392 940
CARNET DE RECU DE PAIEMENT	295 000
RAME DE PAPIER	290 870
RAME DE PAPIER	300 000
CACHETS AGENT COMPTABLE ET DCS	138 060
RAME DE PAPIER CHRONO CARTOUCHES ENVELOPPE	956 166
RAME DE PAPIER ET ENVELOPPES A FENETRE	467 280
CHAISES ET TABLE BISTROT SALLE REfectoire ANACS	330 400
FOURNITURE DE FRIGO ET AUTRES MATERIELS SALLE REfectoire ANACS	345 000
<b>TOTAL COMMANDES DIRECTES</b>	<b>4 610 352</b>
<b>TOTAL</b>	<b>24 143 640</b>

#### 6.1.3.6. Absence de lettres de saisine des fournisseurs

Le marché relatif à la fourniture et installation de matériels de bureau ne comporte pas de lettres de saisine des (05) cinq fournisseurs, conformément à l'article 78 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics. On note également que les lettres d'invitation (FAX) relatives à la «fourniture de diverses cartouches imprimantes » n'ont pas été datées et la date limite de dépôt des offres n'a pas été mentionnée..

#### 6.1.3.7. Absence de PV de réception et attestations de services faits

Les procès-verbaux de réception et les attestations de services faits relatifs aux marchés suivants n'ont pas été mis à notre disposition :

- désinfection, désherbage et nettoyage des locaux ;
- fourniture diverses cartouches imprimantes ;
- location de bus
- mise en place et aménagement d'un stand personnalisé pour le salon du tourisme.

Les documents attestant la certification du service relatif à la « mise en place de personnels d'appoint FIDAK 2011 » ne sont pas conformes avec les termes du bon de commande et de la facture.

**6.1.3.8. Absence de facture définitive**

La facture définitive du marché relatif à la mise en place et l'aménagement d'un stand personnalisé pour le salon du tourisme n'a pas été versée dans le dossier ni mise à notre disposition.

On note également que les factures des marchés relatifs à la « fourniture de cartouches d'imprimantes et matériels de bureau » et la « fourniture, pose et installation de split et réfrigérateurs » n'ont pas été comptabilisées sur l'exercice 2011.

**6.1.3.9. Délais très courts entre la date d'invitation et la date limite de dépôt des offres**

Les délais entre la date d'invitation et la date limite de dépôt des offres sont très courts pour les marchés suivants :

- Personnels d'appoint FIDAK 2011
- location de bus
- fourniture de cartouches d'imprimantes et matériels de bureau
- fourniture, pose et installation de split et réfrigérateurs.

**6.1.3.10. Les intervalles de variation entre les offres sont très réduits**

Les intervalles de variation des montants des offres financières sont très réduits pour les marchés suivants :

- Personnels d'appoint FIDAK 2011
- location de bus
- fourniture de cartouches d'imprimantes et matériels de bureau (lot 1)
- fourniture, pose et installation de split et réfrigérateurs
- fourniture de diverses cartouches d'imprimantes.

**TABLEAU RECAPITULATIF DES CONSTATS RELATIFS AUX APPELS D'OFFRES ET DRP**

Désignation	Montant	Attributaires	Constats
Véhicules DG et PCA	68 191 760	CFAO	Décalage excessivement long (1an 3 mois) entre l'ouverture des offres (26/09/2011) et la signature du contrat (20/12/2012). D'après les informations recueillies, cette situation est due au retard de la validation du budget, accentuée par la fusion entre les deux (02) ex-agences ANACS-ANAMS et le changement de Direction.
<b>Total Appel d'Offres (AOO)</b>	<b>68 191 760</b>		
Achat Mobilier de bureau au profit du Président du Conseil et de l'Agent Comptable	4 867 500	Niambour Equipements	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La DRP n'a pas été indiquée dans le PPM;</li> <li>- Absence d'un PV d'évaluation des offres ;</li> <li>- Absence de lettres d'invitation.</li> </ul>
Fourniture diverses cartouches imprimantes	1 063 928	Burotic Diffusion	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La DRP n'est pas indiquée dans le PPM ;</li> <li>- Absence de PV d'évaluation des offres ;</li> <li>- Les lettres d'invitation (FAX) n'ont pas été datées et la date limite de dépôt des offres n'a pas été fixée ;</li> <li>- Absence de délai d'exécution ;</li> <li>- Absence de PV de réception.</li> </ul>
Fourniture de bureau	1 893 900	Office informatique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La DRP n'est pas indiquée dans le PPM ;</li> <li>- Les intervalles de variation entre les offres sont très réduits ;</li> <li>- Absence d'un PV d'évaluation des offres ;</li> <li>- La lettre d'invitation n'a pas été datée et ne comporte pas de date limite de dépôt ;</li> </ul>
Désherbage, nettoyage et désinfection ANACS	2 850 000	Simex nettoyage	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La DRP n'est pas indiquée dans le PPM ;</li> <li>- Nous n'avons pas la preuve de la réception effective ou un document attestant que le service a été effectué.</li> </ul>
Fourniture et installation de splits et frigo bar	1 398 300	Cassis Froid	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La DRP n'est pas indiquée dans le PPM ;</li> <li>- Le délai entre la date d'invitation et la date limite de dépôt des offres est très court;</li> </ul>

			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les intervalles de variation entre les offres sont très réduits ;</li> <li>- La DRP a fait l'objet d'un fractionnement car nous avons identifié d'autres DRP et commandes directes de même nature pouvant faire l'objet d'un appel d'offres ;</li> <li>- Absence d'un PV d'évaluation des offres ;</li> <li>- La facture n'a pas été comptabilisée sur l'exercice.</li> </ul>
Aménagement stand personnalisé au salon du tourisme	3 538 792	Havas Media Sénégal	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La DRP n'est pas indiquée dans le PPM ;</li> <li>- Absence d'un PV d'évaluation des offres ;</li> <li>- Absence de facture définitive ;</li> <li>- Absence de PV de réception.</li> </ul>
Consommable informatique et fourniture de bureau	8 726 100	Office Informatique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La DRP n'est pas indiquée dans le PPM ;</li> <li>- Le délai entre la date d'invitation et la date limite de dépôt des offres est très court ;</li> <li>- Les intervalles de variation entre les offres du lot 1 sont très réduits ;</li> <li>- Le PV de réception n'a pas été daté ;</li> <li>- La facture du 21/12/2011 n'a pas été comptabilisée sur l'exercice 2011</li> <li>- Absence de PV d'évaluation des offres.</li> </ul>
Location Bus	1 593 000	MBOUP VOYAGES	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La DRP n'est pas indiquée dans le PPM ;</li> <li>- Le délai entre la date d'invitation et la date limite de dépôt des offres est très court ;</li> <li>- Les intervalles de variation entre les offres sont très réduits ;</li> <li>- Absence de PV d'évaluation des offres ;</li> <li>- Le délai d'exécution du service n'a pas été fixé ;</li> <li>- Absence de PV de réception.</li> </ul>
Personnel d'appoint (Hôtesse) Foire	3 000 000	AGENCE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La DRP n'est pas indiquée dans le PPM ;</li> <li>- Le délai entre la date d'invitation et la date limite de dépôt</li> </ul>



de Dakar		FIRST	des offres est très court ; - Les intervalles de variation entre les offres sont très réduits ; - Absence de PV d'évaluation des offres ; - Les documents attestant la certification du service relatif à la « mise en place de personnels d'appoint FIDAK 2011 » ne sont pas conformes avec les termes du bon de commande et de la facture.
<b>Total DRP</b>	<b>28 931 520</b>		
<b>Total</b>	<b>97 123 280</b>		

## ***6.2. Audit de l'exécution financière***

### **6.2.1. Consistance des travaux d'audit du volet financier**

Les travaux ont été réalisés au niveau de l'ANACS pour nous assurer de :

- l'inscription de la dépense dans le budget de la société ;
- l'existence d'un Bon de commande ;
- l'existence d'un bon de livraison ou de PV de réception signé par les personnes habilitées;
- la pratique de prix raisonnables ;
- la conformité du contrat et de son enregistrement ;
- la conformité des clauses contractuelles et leur respect.

### **6.2.2. Constats d'audit sur le volet exécution financière**

Nos travaux sur l'exécution financière n'appellent pas d'observations particulières.

*6.3. Audit de l'exécution physique des marchés*

ECHANTILLON AUDIT PHYSIQUE			
Désignation	Montant	Attributaires	Constats
Acquisition de véhicules DG et PCA	68 191 760	CFAO	Les véhicules sont réceptionnés et mis en circulation mais jusqu'à la fin de notre mission, les preuves de paiement et de réception n'ont pas été mises à notre disposition.
Mobilier de bureau au profit du Président du Conseil et de l'Agent Comptable	4 867 500	Niambour Equipements	Marché réceptionné et conforme au contrat.
Fourniture et installation de splits et frigo bar	1 398 300	Cassis Froid	Travaux réalisés et conformes au contrat.
<b>total échantillon</b>	<b>74 457 560</b>		
<b>total général</b>	<b>97 123 289</b>		
<b>Taux de couverture</b>	<b>77%</b>		

A l'exception du point évoqué ci-dessus, nos travaux sur l'exécution physique de notre échantillon n'appellent pas d'observations particulières. Par ailleurs, nous avons noté l'absence d'un service comptabilité matière au sein de l'ANACS. C'est l'assistant du chef de service achats qui tient la comptabilité matière.

## **VII. RECOMMANDATIONS**

### ***7.1. Recommandations relatives aux DRP et Appel d'Offres***

#### **Appels d'Offres (AO)**

Nous recommandons à l'ANACS de respecter les délais entre l'ouverture des offres et la date de signature des contrats conformément aux articles 83 et 84 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics.

#### **Demandes de Renseignements et de Prix (DRP)**

Nous recommandons à l'ANACS de :

- se conformer à l'article 78 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics, relatif aux DRP ;
- accorder un délai raisonnable aux fournisseurs pour leur permettre de bien préparer leurs offres ;
- verser les factures, les preuves de paiement et les PV de réception dans les dossiers de passation et d'exécution ;
- verser les lettres d'invitation des candidats dans les dossiers de passation ;
- mentionner les délais d'exécution des marchés conformément à l'article 13.6 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics et appliquer le cas échéant les pénalités de retard conformément aux articles 133 et 134 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics ;
- envoyer les convocations aux membres de la Commission des Marchés au moins cinq jours avant la date prévue pour les réunions et dresser systématiquement les procès-verbaux consignants les résultats de leurs travaux conformément à l'article 39 du décret 2011-1048 du Code des Marchés publics ;
- informer les candidats non retenus conformément à l'article 67-4 du Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics ;

*7.2. Recommandations relatives au renforcement des capacités des agents de l'ANACS en matière de passation des marchés*

La revue de l'exécution et de la passation des marchés au titre de l'exercice 2011 a fait ressortir de nombreux cas de non-conformité par rapport aux dispositions édictées par le Code des Marchés publics découlant d'une faiblesse manifeste des capacités techniques des intervenants. Nous recommandons en conséquence à l'ANACS de prévoir un programme de renforcement des capacités des membres de la Cellule de Passation des Marchés et de ceux de la Commission des Marchés, à travers des séminaires de formation, notamment ceux régulièrement organisés par l'ARMP.

*7.3. Recommandations relatives au classement et à l'archivage*

L'ANACS doit améliorer son système de classement des dossiers relatifs aux marchés publics conformément aux instructions du manuel approuvé par l'ARMP.

## VIII. ANNEXES

**ANNEXE 1 :  
FICHE DE PROJET**

<b>APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO) : acquisition de (02) deux véhicules</b>	
<b>Description</b>	<b>Marchés</b>
Date d'invitation	26/08/2011
Date de dépôt des offres	26 /09/2011
Attributaire	<b>CFAO MOTORS</b>
Date du bon de commande	16 janvier 2013
Date du contrat	20 décembre 2012
Montant du marché	<b>68 191 760 F CFA TTC</b>
Date de réception	Pas de PV de réception
<p>Le candidat suivant a déposé une offre</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• CFAO MOTORS <ul style="list-style-type: none"> <li>-Lot 1: 68 191 760 FCFA TTC</li> <li>-Lot 2: 12 300 000 FCFA TTC</li> </ul> </li> </ul> <p>Le marché a été attribué au seul candidat CFAO MOTORS dont l'offre unique est conforme aux spécifications techniques. Le lot 2 (véhicule berline utilitaire) n'ayant pas été attribué pour non-conformité de l'unique offre reçue. L'appel d'offres est déclarée infructueux pour le lot 2</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Décalage excessivement long (1an 3 mois) entre l'ouverture des offres (26/09/2011) et la signature du contrat (20/12/2012).</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- respecter les délais entre l'ouverture des offres et la date de signature des contrats conformément aux articles 83 et 84 du décret n°2011-1048.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	



DRP désinfection, désherbage et nettoyage des locaux	
Description	Marchés
Date d'invitation	14/02/2011
Date de dépôt des offres	24/02/2011
Attributaire	SIMEX NETTOIEMENT
Date du bon de commande	18/03/2011
Date du contrat	
Montant du marché	2 850 000 F CFA TTC
Date de réception	Pas de date réception
Cinq (05) candidats ont été consultés et quatre (04) ont déposé une offre. Il s'agit de :	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• SSEN 8 260 000F CFA TTC</li> <li>• ESEF 4 973 700F CFA TTC</li> <li>• GIE LES CONFORTS 21 4 421 578 F CFA TTC</li> <li>• SIMEX NETTOIEMENT 2 850 000 F CFA TTC</li> </ul> <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La DRP n'a pas été indiquée dans le PPM; Nous n'avons pas la preuve de la réception effective ou un document attestant que le service a été effectué.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'ANACS devrait veiller à inscrire toutes les DRP dans le PPM conformément à l'article 6 du décret n°2011-1048 portant code des marchés publics et établir son budget en début d'année pour permettre une bonne évaluation des marchés qu'elle envisage de passer au cours de la période.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciations du cabinet</b>	

<b>DRP fourniture diverses cartouches imprimantes</b>	
<b>Description</b>	<b>Marchés</b>
Date d'invitation	Pas de date d'invitation
Date limite de dépôt des offres	Pas de date limite de dépôt
Attributaire	BUROTIC DIFFUSION
Date du bon de commande	02 février 2011
Date du contrat	
Montant du marché	1 063 928 F CFA TTC
Date de réception	Pas de date de réception
Trois (03) candidats ont déposé une offre. Il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"> <li>• SEN TECHNOLOGY 1 119 584 F CFA TTC</li> <li>• BUROTIC DIFFUSION 1 063 928 F CFA TTC</li> <li>• MASTER OFFICE 357 999 F CFA TTC</li> </ul> Le marché a été attribué à l'offre la moins disant car l'offre présentée par MASTER OFFICE est incomplète.	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La DRP n'a pas été indiquée dans le PPM;</li> <li>- La DRP a fait l'objet d'un fractionnement car nous avons identifié d'autres DRP et commandes directes de même nature pouvant faire l'objet d'un appel d'offres ;</li> <li>- Absence de PV d'évaluation des offres ;</li> <li>- Les lettres d'invitation (FAX) n'ont pas été datées et la date limite de dépôt des offres n'a pas été fixée ;</li> <li>- Absence de délai d'exécution ;</li> <li>- Absence de PV de réception ;</li> <li>- Les candidats non retenus n'ont pas été informés.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'ANACS devrait :-veiller à inscrire toutes les DRP dans le PPM conformément à l'article 6 du décret n°2011-1048 portant code des marchés publics</li> <li>- établir un PV d'évaluation des offres et verser le PV de réception dans le dossier ;</li> <li>- fixer le délai d'exécution conformément à l'article 13-6 du décret 2011-1048 portant code des marchés publics ;</li> <li>- informer les candidats non retenus conformément à l'article 67-4 du décret 2011-1048 portant code des marchés publics.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DRP Personnels d'appoint FIDAK 2011	
Description	Marchés
Date d'invitation	24 /11/2011
Date limite de dépôt des offres	26/11/2011
Attributaire	AGENCE FIRST
Date du bon de commande	28/11/2011
Date du contrat	
Montant du marché	3 000 000 F CFA TTC
Date de réception	Pas de date de réception
<p>Cinq (05) candidats ont été consultés et cinq (05) candidats ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• NUM' ELITE 4 875 760 F CFA TTC</li> <li>• BAAMTU 4 389 600 F CFA TTC</li> <li>• MAGENTA 4 153 600 F CFA TTC</li> <li>• 01-GRAPH 3 879 840 F CFA TTC</li> <li>• AGENCE FIRST 3 000 000 F CFA TTC</li> </ul> <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La DRP n'a pas été indiquée dans le PPM;</li> <li>- Le délai entre la date d'invitation et la date limite de dépôt des offres est très court ;</li> <li>- Les intervalles de variation entre les offres sont très réduits ;</li> <li>- Absence de PV d'évaluation des offres ;</li> <li>- Les documents attestant la réception du service ne sont pas conformes avec les termes du bon de commande et de la facture ;</li> <li>- Les candidats non retenus n'ont pas été informés.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'ANACS devrait : - veiller à inscrire toutes les DRP dans le PPM conformément à l'article 6 du décret n°2011-1048 portant code des marchés publics ;</li> <li>- accorder un délai raisonnable aux fournisseurs pour leur permettre de bien préparer leurs offres ;</li> <li>- établir un PV d'évaluation des offres et verser le PV de réception dans le dossier ;</li> <li>- informer les candidats non retenus conformément à l'article 78-2 du décret portant code des marchés publics.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DRP location de bus	
Description	Marchés
Date d'invitation	22 /11/2011
Date limite de dépôt des offres	28/11/2011
Attributaire	MBOUP VOYAGES
Date du bon de commande	24/11/2011
Date du contrat	
Montant du marché	1 593 000 F CFA TTC
Date de réception	Pas de date de réception
<p>Six (06) candidats ont été consultés et trois (03) ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• LOCASEN 1 858 500 F CFA TTC</li> <li>- HERTZ 1 601 000 F CFA TTC</li> <li>• MBOUP VOYAGES 1 593 000 F CFA TTC</li> </ul> <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La DRP n'a pas été indiquée dans le PPM ;</li> <li>- Le délai entre la date d'invitation et la date limite de dépôt des offres est très court ;</li> <li>- Les intervalles de variation entre les offres sont très réduits ;</li> <li>- Absence d'un PV d'évaluation des offres ;</li> <li>- Le délai d'exécution du service n'a pas été fixé ;</li> <li>- Absence de PV de réception ;</li> <li>- Les candidats non retenus n'ont pas été informés.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'ANACS devrait : - veiller à inscrire toutes les DRP dans le PPM conformément à l'article 6 du décret 2011-6 portant code du marché publics ;</li> <li>- fixer le délai d'exécution conformément à l'article 13-6 du décret 2011-1048 portant code des marchés publics ;</li> <li>- accorder un délai raisonnable aux fournisseurs pour leur permettre de bien préparer leurs offres ;</li> <li>- établir un PV d'évaluation des offres et verser le PV de réception ;</li> <li>- informer les candidats non retenus conformément à l'article 78-2 du décret portant code des marchés publics.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DRP fourniture de cartouches d'imprimantes et matériels de bureau	
Description	Marchés
Date d'invitation	24 /10/2011
Date limite de dépôt des offres	27/10/2011
Attributaire	OFFICE INFORMATIQUE
Date du bon de commande	31/10/2011
Date du contrat	19 /12 /2011
Montant du marché	8 726 100 F CFA TTC
Date de réception	21/12/2011 (BL)
Cinq (05) candidats ont déposé une offre. Il s'agit de :	
<ul style="list-style-type: none"> <li>MORA MULTI SERVICES                      lot 1 : 3 515 275 F CFA TTC lot 2 : 7 308 920 F CFA TTC</li> <li>PAPETERIX BON PRIX                      lot 1 : 3 219 600 F CFA TTC lot 2 : 6 715 970F CFA TTC</li> <li>EAMS    lot 1 : 3 098 090 F CFA TTC lot 2 : 8 147 900 F CFA TTC</li> <li>ACCES INFORMATIQUE                      lot 1 : 3 183 640 F CFA TTC lot 2 : 6 465 220 F CFA TTC</li> <li>OFFICE INFORMATIQUE                      lot 1 : 2 793 650 F CFA TTC lot 2 : 5 932 450F CFA TTC</li> </ul>	
Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La DRP n'a pas été indiquée dans le PPM ;</li> <li>- Le délai entre la date d'invitation et la date limite de dépôt des offres est très court;</li> <li>- Les intervalles de variation entre les offres du lot 1 sont très réduits ;</li> <li>- La DRP a fait l'objet d'un fractionnement car nous avons identifié d'autres DRP et commandes directes de même nature pouvant faire l'objet d'un appel d'offres ;</li> <li>- Le PV de réception n'a pas été daté ;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La facture du 21/12/2011 n'a pas été comptabilisée sur l'exercice 2011</li> <li>- Absence de PV d'évaluation des offres ;</li> <li>- Les candidats non retenus n'ont pas été informés.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'ANACS devrait : - veiller à inscrire toutes les DRP dans le PPM conformément à l'article 6 du décret 2011-1048 portant code du marché publics ;</li> <li>- accorder un délai raisonnable aux fournisseurs pour leur permettre de bien préparer leurs offres ;</li> <li>- établir un PV d'évaluation des offres et dater le PV de réception ;</li> <li>- passer des marchés à commande ou des marchés de clientèle afin d'éviter le fractionnement ;</li> <li>- informer les candidats non retenus conformément à l'article 78-2 du décret 2011-1048 portant code des marchés publics ;</li> <li>- rattacher les charges à l'exercice correspondant en comptabilisation les factures à la bonne date afin d'éviter de minorer le résultat de l'exercice. Cette situation expose la société à un risque fiscal.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DRP fourniture et installation de matériels de bureau	
Description	Marchés
Date d'invitation	Pas de date d'invitation
Date limite de dépôt des offres	Pas de date limite de dépôt
Attributaire	NIAMBOUR EQUIPEMENTS
Date du bon de commande	26/01/2011
Date du contrat	
Montant du marché	4 867 500 F CFA TTC
Date de réception	31/01/2011
<p>Cinq (05) candidats ont été consultés et quatre (04) candidats ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• MOBILIA 7 565 000 F CFA TTC</li> <li>• CARREFOUR MOBILIER DABAKH 6 572 600 F CFA TTC</li> <li>• ETS TOUBA COMMERCE 6 360 200 F CFA TTC</li> <li>• NIAMBOUR EQUIPEMENTS 4 867 500 F CFA TTC</li> </ul> <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La DRP n'a pas été indiquée dans le PPM;</li> <li>- La DRP a fait l'objet d'un fractionnement car nous avons identifié d'autres DRP et commandes directes de même nature pouvant faire l'objet d'un appel d'offres ;</li> <li>- Absence d'un PV d'évaluation des offres ;</li> <li>- Absence de lettres d'invitation ;</li> <li>- Les candidats non retenus n'ont pas été informés.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'ANACS devrait : - veiller à inscrire toutes les DRP dans le PPM conformément à l'article 6 du décret portant code des marchés publics ;</li> <li>- établir un PV d'évaluation des offres et archiver les lettres d'invitation dans les dossiers ;</li> <li>- passer des marchés à commande ou des marchés de clientèle afin d'éviter le fractionnement ;</li> <li>- informer les candidats non retenus conformément à l'article 67-4 du code des marchés publics.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

--	--

DRP fourniture, pose et installation de split et réfrigérateurs	
Description	Marchés
Date d'invitation	30/03/2011
Date limite de dépôt des offres	06/04/2011
Attributaire	CASSIS FROID
Date du bon de commande	15/04/2011
Montant du marché	1 398 300 F CFA TTC
Date de réception	20/04/2011
Cinq (05) candidats ont été consultés et trois (03) candidats ont déposé une offre. Il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"> <li>AFRICAN COFORT 1 846 700 F CFA TTC</li> <li>MASTER OFFICE 1 399 993 F CFA TTC</li> <li>CASSIS FROID 1 398 300 F CFA TTC</li> </ul> Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La DRP n'a pas été indiquée dans le PPM ;</li> <li>- Le délai entre la date d'invitation et la date limite de dépôt des offres est très court ;</li> <li>- Les intervalles de variation entre les offres sont très réduits ;</li> <li>- La DRP a fait l'objet d'un fractionnement car nous avons identifié d'autres DRP et commandes directes de même nature pouvant faire l'objet d'un appel d'offres ;</li> <li>- Absence d'un PV d'évaluation des offres ;</li> <li>- La facture n'a pas été comptabilisée sur l'exercice 2011;</li> <li>- Les candidats non retenus n'ont pas été informés.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'ANACS devrait : - veiller à inscrire toutes les DRP dans le PPM conformément à l'article 6 du décret 2011-1048 portant code des marchés publics ;</li> <li>- accorder un délai raisonnable aux fournisseurs pour leur permettre de bien préparer leurs offres ;</li> <li>- établir un PV d'évaluation des offres ;</li> <li>- rattacher les charges à l'exercice correspondant en comptabilisation les factures à la bonne date afin d'éviter de minorer le résultat de l'exercice. Cette situation expose la société à un risque fiscal et ne nous permet pas d'évaluer l'impact de cette irrégularité dans les comptes ;</li> <li>- informer les candidats non retenus conformément à l'article 67-4 du code des marchés publics.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	



--	--

DRP mise en place et aménagement d'un stand personnalisé pour le salon du tourisme	
Description	Marchés
Date d'invitation	Pas de date d'invitation
Date limite de dépôt des offres	25/05/2011
Attributaire	HAVAS MEDIA SENEGAL
Date du bon de commande	26/05/2011
Date du contrat	
Montant du marché	3 538 792 F CFA TTC
Date de réception	Pas de date de réception
Cinq (05) candidats ont été consultés et trois (03) candidats ont déposé une offre. Il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"> <li>• NEMESIS 18 072 000 F CFA TTC</li> <li>• MOMO PRODUCTION 5 394 075 F CFA TTC</li> <li>• HAVAS MEDIA SENEGAL 3 538 792 F CFA TTC</li> </ul>	
Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La DRP n'a pas été indiquée dans le PPM ;</li> <li>- Absence d'un PV d'évaluation des offres ;</li> <li>- Absence de facture définitive;</li> <li>- Absence de PV de réception ;</li> <li>- Les candidats non retenus n'ont pas été informés.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'ANACS devrait : - veiller à inscrire toutes les DRP dans le PPM conformément à l'article 6 du décret portant code des marchés publics ;</li> <li>- établir un PV d'évaluation des offres et verser le PV de réception et la facture dans le dossier ;</li> <li>- informer les candidats non retenus conformément à l'article 67-4 du code des marchés publics.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

--	--

DRP fourniture de diverses cartouches d'imprimantes	
Description	Marchés
Date d'invitation	08 /03/2011 par FAX
Date limite de dépôt des offres	Pas de date limite de dépôt
Attributaire	OFFICE INFORMATIQUE
Date du bon de commande	11/03/2011
Date du contrat	
Montant du marché	1 893 900 F CFA TTC
Date de réception	16 mars 2011
Cinq (05) candidats ont été consultés et cinq (05) candidats ont déposé une offre. Il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"> <li>• SEN TECHNOLOGY 2 463 840 F CFA TTC</li> <li>• BUROTIC DIFFUSION 2 405 948 F CFA TTC</li> <li>• WEST POINT COMPUTER 2 267 707 F CFA TTC</li> <li>• LOFFICE INFORMATIQUE 1 893 900 F CFA TTC</li> <li>• MASTER OFFICE 846 986 F CFA TTC</li> </ul> Le marché a été attribué à l'offre la moins disant car l'offre présentée par MASTER OFFICE est incomplète.	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La DRP n'a pas été indiquée dans le PPM ;</li> <li>- Les intervalles de variation entre les offres sont très courts ;</li> <li>- La DRP a fait l'objet d'un fractionnement car nous avons identifié d'autres DRP et commandes directes de même nature pouvant faire l'objet d'un appel d'offres ;</li> <li>- Absence d'un PV d'évaluation des offres ;</li> <li>- La lettre d'invitation n'a pas été datée et ne comporte pas de date limite de dépôt ;</li> <li>- Les candidats non retenus n'ont pas été informés.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'ANACS devrait : - veiller à inscrire toutes les DRP dans le PPM conformément à l'article 6 du décret portant code des marchés publics ;</li> <li>- dater les lettres d'invitation et fixer la date limite de dépôt des offres</li> <li>- établir un PV d'évaluation des offres ;</li> <li>- informer les candidats non retenus conformément à l'article 67-4 du code des marchés publics.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	

<b>Appréciation du Cabinet</b>	
--------------------------------	--

**ANNEXE 2 :**  
**OBSERVATIONS DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**


**AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE ET DE LA METEOROLOGIE**

 N° **01334** / ANACIM/DG/SG/CPM

 Dakar, le **03 JUIN 2013**
**Le Directeur Général,**
**A**  
**Monsieur le Directeur Général du**  
**Cabinet Global Management Services**  
**(GMS)**
**DAKAR.**
**Objet : Observations sur les réserves**  
**de l'audit 2011 de l'ex ANAMS**
**Réf : V/L sans numéro du 24 mai 2013.**
**Monsieur le Directeur Général,**

Par lettre citée en référence, vous avez bien voulu mettre à notre disposition le rapport provisoire d'audit de la mission de revue indépendante de la passation des marchés de l'ex-Agence nationale de la Météorologie du Sénégal (ANAMS) pour la gestion 2011, effectué par vos services et qui émet certaines réserves sur les procédures de passation de ladite agence.

En retour je vous transmets par la présente les observations émises par les services compétents de l'ex-ANAMS qui étaient chargés de la gestion qui se résument en ces points :

1. Les bordereaux d'envoi n°s 68 et 69/MCITAIE/ANAMS/DAF/DFBC/BM du 18 janvier 2011 relatifs à la transmission des décisions nommant les membres de la commission des marchés et de la cellule de passation des marchés à l'ARMP et à la DCMP ont été mis à votre disposition dans le classeur des courriers échangés avec lesdites entités. Il en est de même des différentes attestations de prise de connaissances des dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics, signées par les membres concernés (cf. : copie des bordereaux d'envoi).
2. Dès constatation des retards, une procédure de demande d'explication a été entamée par l'envoi des lettres de mises en demeure n°s 0957 et 0958/ANACIM/DG/MET/CPM du 03 août 2012 aux sociétés WTC et Saredica Sarl respectivement titulaires des marchés de l'acquisition de produits d'ensemencement des nuages et de l'acquisition d'équipements d'exploitation du réseau d'observation et de modernisation des instruments météorologiques (copie des lettres de mises en demeure et des réponses reçues).

Aussi, le dossier nous liant avec la société WTC a fait l'objet d'un avenant après l'autorisation de la DCMP et n'a pas fait l'objet de livraison alors que le second marché a été exécuté conformément au bon de commande et les pénalités de retard appliquées comme convenu à la CCAG 26.1 du marché.

3. Le marché de réalisation de dix (10) abris générateurs au sol pour le Programme des Pluies Provoquées a été approuvé par l'autorité compétente le 28 octobre 2011 alors que l'attribution provisoire a été publiée le 10 août 2011 dans la livraison n°12362 du journal « LE SOLEIL » (cf. copie de l'avis de publication).
4. Les différents décalages de plus de quatre (04) mois étaient indépendants de notre volonté.
  - D'une part, depuis son érection en agence, l'ex-ANAMS ne disposait pas d'un président de conseil d'orientation, autorité compétente en matière d'approbation des marchés dont les montants sont compris entre 50 000 000 et 150 000 000 de FCFA. C'est le cas des marchés relatifs à la réalisation de dix (10) abris générateurs pour le Programme « BAWAAN » et à l'acquisition d'équipements informatiques.

Aussi, la lettre n°2051/MICITIE/ANAMS/DAF/DBF/Respmarchés du 10 octobre 2011, transmise à la tutelle de l'époque, a permis de décanter la situation avec la prise de décision de faire approuver le marché par le plus âgé des membres du conseil conformément aux textes de l'administration (cf. lettre envoyée à la tutelle).

  - D'autre part, pour le cas des marchés relatifs à l'acquisition des produits d'ensemencement et de l'acquisition d'équipements d'exploitation du réseau d'observation et de modernisation des instruments météorologiques, leur attribution prévue dans un premier temps au 29 décembre 2011 et coïncidant avec le jour de passation de service entre le directeur général sortant et le directeur général entrant, a été annulé par la DCMP qui demandait dans sa lettre n°197/MEF/DCMP/47 du 11 janvier 2012, la reprise de cette procédure par la nouvelle commission des marchés de l'ANACIM conformément à la section 4 du code des marchés publics relative aux dispositions prises sur les commissions des marchés et cellules de passation des marchés (cf. lettre de la DCMP).
5. Pour le cas des DRP relatives à des prestations de services, le service fait est matérialisé par l'apposition du cachet « certification du service fait » et par la signature de l'ordonnateur des dépenses, de la facture (cf. exemplaires de factures liquidées et certifiées).
6. Les DRP relatives à l'acquisition et installation de 15 splits et à l'acquisition de carnets de diagrammes et ont été livrées conformément aux bons de commande n°s1028 et 1035 respectivement du 03 et 07 juin 2011, dates antérieures aux différentes réceptions desdits marchés (cf. copies des bons de commande).
7. Pour ce qui est des autres réserves, vos recommandations seront judicieusement exploitées dans les gestions à venir.

Je vous prie d'agréer, **Monsieur le Directeur Général**, l'expression de ma considération distinguée.



**Magueye Marame NDAO**